Spedizione in abbonamento postale

Anno 98° — Numero 132

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA Roma - Sabato, 25 maggio 1957 SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI - TELEF. 550-139 551-236 551-554
AMMINISTRAZIONE PRESSO LA LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI 10, ROMA - TELEF. 841-089 848-184 841-737 850-144

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 8020 - Semestrale L. 4510
Trimestrale L. 2510 Un fascicolo L. 40.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 8020 Semestrale L. 4510
Trimestrale L. 2510 Un fascicolo L. 40.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato Libreria dello Stato - Roma

Per gli annunzi da inserire nella "Gazzetta Ufficiale„ veggansi le norme riportate nella testata della parte seconda

La « Gazzetta Ufficiale » e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso le Agenzie della Libreria dello Stato in Roma, via XX Settembre (Palazzo del Ministero delle Finanze); via Marco Minghetti n. 31; in MILANO, Galleria Vittorio Emanuele n. 3; in NAPOLI, via Chiaia n. 5; in FIRENZE, via Cavour n. 46 r; in TORINO, via Roma n. 80 (Salone "La Stampa„) e presso le Librerie depositarie di tutti i Capoluoghi di Provincia.

Le Inserzioni nella Parte II della «Gazzetta Ufficiale» si ricevono in Roma presso la Libreria dello Stato (Ufficio inserzioni - via XX Settembre - Palazzo del Ministero delle Finanze). Le Agenzie della Libreria dello Stato in: Milano Napoli, Firenze e Torino possono accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

1957

CONCORSI ED ESAMI

LEGGI E DECRETI

LEGGE 14 aprile 1957, n. 327.

Ratifica ed esecuzione dei Protocolli addizionali n. 6 e n. 7 che apportano emendamenti all'Accordo del 19 settembre 1950 per l'istituzione di una Unione Europea di pagamenti, firmati a Parigi, rispettivamente il 29 giugno 1955 ed il 5 agosto 1955.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare i Protocolli addizionali n. 6 e n. 7 che apportano emendamenti all'Accordo del 19 settembre 1950 per l'istituzione di una Unione Europea di pagamenti, firmati a Parigi rispettivamente il 29 giugno 1955 ed il 5 agosto 1955.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data ai Protocolli suddetti a decorrere dalla loro entrata in vigore.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 14 aprile 1957

GRONCHI

SEGNI — MARTINO — ZOLI — MEDICI — MATTARELLA

Visto, *il Guardasigilli* MORO

Protocole Additionnel n. 6 portant amendements à l'Accord sur l'établissement d'une Union Européenne de paiements du 19 septembre 1950.

Les Gouvernements de la République Fédérale d'Allemagne, de la République d'Autriche, du Royaume de Belgique, du Royaume de Danemark, de la République Française, du Royaume de Grèce, de l'Irlande, de la République d'Islande, de la République Italienne, du Grand-Duché de Luxembourg, du Royaume de Norvège, du Royaume des Pays-Bas, de la République Portugaise, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la Suède, de la Confédération Suisse et de la République Turque;

Signataires de l'Accord sur l'établissement d'une Union Européenne de Paiements (appelé ci-dessous l'« Accord »), signé le 19 septembre 1950, et du Protocole d'Application Provisoire de l'Accord, signé le même jour, lequel dispose dans son paragraphe 1 que l'Accord est appliqué à titre provisoire comme s'il avait produit ses effets à compter du 1er juillet 1950;

Signataires des Protocoles Additionnels n. 2, 3, 4 et 5 portant amendement à l'Accord et signés respectivement le 4 août 1951, le 11 juillet 1952, le 30 juin 1953 et le 30 juin 1954;

Rappelant qu'en vertu d'un Mémorandum d'Accord entre les Gouvernements d'Italie, du Royaume-Uni, des Etats-Unis et de Yougoslavie concernant le Territoire Libre de Trieste, paraphé à Londres le 5 octobre 1954, le Gouvernement Militaire Allié de la Zone anglo-américaine du Territoire Libre de Trieste a été supprimé à dater du 26 octobre 1954, qu'en vertu dudit Mémorandum d'Accord, le Gouvernement italien a pris en charge, à compter de la même date, l'administration du territoire dont la responsabilité lui est confiée par le Mémorandum d'Accord,

Etant convenus d'apporter certains amendements à l'Accord;

Considérant la Recommandation en date du 29 juin 1955, par laquelle le Conseil de l'Organisation Européenne de Coopération Economique a approuvé le texte du présent Protocole Additionnel et l'a recommandé à la signature des Membres de l'Organisation;

Désirant donner effet immédiat aux dispositions dudit Protocole Additionnel;

Sont convenus de ce qui suit:

Article 1

La Note (1) au Tableau III de l'Accord est modifiée comme suit:

« (1) La Grèce ne peut régler, conformément aux dispositions du présent article, ses déficits comptables pour les périodes comptables comprises entre le 1er juillet 1954 et le 31 juillet 1955. Pour ces périodes comptables, le quota de la Grèce sera considéré comme égal à zéro, aux fins du paragraphe *a*) de l'article 13, de l'article 23-*bis* et des paragraphes 4 et 17 de l'Annexe *B* au présent Accord ».

Article 2

Le paragraphe *c*) de l'article 12 de l'Accord est modifié comme suit:

« *c*) Les montants de crédit utilisés dans les relations entre deux Parties Contractantes en vertu du présent article, sont considérés comme des prêts consentis à l'Union ou par l'Union aux fins de l'article 11 ci-

dessus, et le montant des prêts à consentir en vertu dudit article 11 est ajusté, en ce qui concerne les deux Parties Contractantes en cause, de façon telle que le montant net des prêts et des crédits consentis ou reçus par chacune d'entre elles soit égal au montant déterminé conformément aux dispositions de l'article 11 ci-dessus ».

Article 3

Le paragraphe *b*) de l'article 19 de l'Accord est modifié comme suit :

« *b*) Les décisions prises par le Conseil en vertu du présent Accord, sous réserve des dispositions des paragraphes *c*) et *d*) du présent article et de l'article 35 *quater*, sont prises par accord mutuel de toutes les Parties Contractantes, à l'exception des Parties Contractantes qui sont absentes ou s'abstiennent. Toutefois :

1) l'accord d'une Partie Contractante n'est pas nécessaire pour l'adoption d'une décision tendant à suspendre en ce qui la concerne l'application du présent Accord conformément à l'article 33 ci-dessous, ou prise au cours de la période pendant laquelle l'application du présent Accord est suspendue en ce qui la concerne ; et

2) au pays à l'égard duquel le présent Accord a pris fin participe aux décisions prises, en ce qui le concerne, en vertu du paragraphe 6 de l'Annexe *B* au présent Accord ».

Article 4

Le paragraphe *a*) de l'article 20 de l'Accord est modifié comme suit :

« *a*) Le Comité de Direction est composé de sept membres au maximum ; les membres sont nommés par le Conseil parmi les personnes présentées par les Parties Contractantes. Tout membre nommé sur la présentation d'une Partie Contractante à l'égard de laquelle le présent Accord prend fin en vertu des articles 34 ou 35 *quater* ci-dessous, cesse, de ce fait, d'être membre du Comité de Direction. Sauf décision contraire de l'Organisation, tout membre nommé sur la présentation d'une Partie Contractante à l'égard de laquelle l'application du présent Accord est suspendue en vertu de l'article 33 ci-dessous ne peut assister aux séances du Comité de Direction pendant la durée de cette suspension. Le mandat des membres du Comité de Direction est, sauf décision contraire du Conseil, d'une durée d'un an ; il est renouvelable ».

Article 5

Le paragraphe *a*) de l'article 26 de l'Accord est modifié comme suit :

« *a*) Les comptes de l'Union sont tenus, les calculs relatifs aux opérations sont effectués et les prêts consentis en vertu des articles 10 *bis*, 11 et 13 ci-dessus sont exprimés dans une unité de compte fixée à 0,88867088 gramme d'or fin ».

Article 6

L'article 27 de l'Accord est modifié comme suit :

« Article 27

Modification de parité

Au cas où la parité entre l'unité de compte et la monnaie dans laquelle une Partie Contractante communique à l'Agent les informations requises pour le calcul d'excédents ou de déficits bilatéraux, est modifiée au cours d'une période comptable, les excédents ou déficits bilatéraux en cause sont calculés séparément pour la période antérieure et pour la période postérieure à la modification de parité, en utilisant la parité en vigueur pour chacune de ces périodes. Les montants de crédit utilisés en vertu de l'article 12 ci-dessus sont calculés, aux fins de l'article 11, en unités de compte, en utilisant la parité en vigueur pendant la période comptable au titre de laquelle le crédit a été utilisé ».

Article 7

Le paragraphe *b*) de l'article 35 *quater* de l'Accord est modifié comme suit :

« *b*) Le présent Accord prendra fin au 31 juillet 1955 en ce qui concerne toute Partie Contractante qui ne participerait pas à la décision de l'Organisation prévue au paragraphe *a*) du présent article et le paragraphe *e*) de l'article 34 ci-dessus s'appliquera à ladite Partie Contractante ».

Article 8

1. Les articles 1 à 7 du présent Protocole Additionnel font partie intégrante de l'Accord.

2. Le présent Protocole Additionnel sera ratifié. Il entrera en vigueur lors de l'entrée en vigueur de l'Accord, ou, si le présent Protocole Additionnel n'est pas ratifié par tous les Signataires à cette date, dès le dépôt des instruments de ratification par tous les Signataires.

3. Le présent Protocole Additionnel demeurera en vigueur jusqu'à la terminaison de l'Accord ; les dispositions des articles 34, 35 *quater* et 36 de l'Accord s'appliquent au présent Protocole Additionnel dans les mêmes conditions que l'Accord.

Article 9

Nonobstant les dispositions du paragraphe 2 de l'article 8 ci-dessus, les Parties au présent Protocole Additionnel appliqueront ces dispositions avec effet a compter du 1er juillet 1955.

En foi de quoi les Plénipotentiaires soussignés, dument habilités, ont apposé leurs signatures au bas du présent Protocole Additionnel.

Fait à Paris, le vingt-neuf juin mil neuf cent cinquante-cinq, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation Européenne de Coopération Economique, qui en communiquera une copie certifiée conforme à tous les Signataires du présent Protocole Additionnel.

Pour la République Fédérale d'Allemagne:
KARL WERKMEISTER

Pour la République d'Autriche:
HERBERT PRACK

Pour le Royaume de Belgique:
R. OCKRENT

Pour le Royaume de Danemark:
ANTHON VESTBIRK

Pour la République Française:
FRANÇOIS VALÉRY

Pour le Royaume de Grèce:
L. P. NICOLAÏDIS

Pour l'Irlande:
WILLIAM P. FAY
Pour la République d'Islande:
PÉTUR BENEDIKTSSON
Pour la République Italienne:
LEONARDO VITETTI
Pour le Grand-Duché de Luxembourg:
N. HOMMEL
Pour le Royaume de Norvège:
FINN MADSEN
Pour le Royaume des Pays-Bas:
J. H. KRUISHEER
Pour la République Portugaise:
R. T. GUERRA
Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:
HUGH ELLIS-REES
Pour la Suède:
INGEMAR HAGGLOF
Pour la Confédération Suisse:
GÉRARD BAUER
Pour la République Turque:
MEHMET ALI TINEY

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
MARTINO

Protocole Additionnel n. 7 portant amendement à l'Accord sur l'Etablissement d'une Union Européene de Paiements du 19 septembre 1950.

Les Gouvernements de la République Fédérale d'Allemagne, de la République d'Autriche, du Royaume de Belgique, du Royaume de Danemark, de la République Française, du Royaume de Grèce, de l'Irlande, de la République d'Islande, de la République Italienne, du Grand-Duché de Luxembourg, du Royaume de Norvège, du Royaume des Pays-Bas, de la République Portugaise, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de Suède, de la Confédération Suisse et de la République Turque;

Signataires de l'Accord sur l'Etablissement d'une Union Européenne de Paiements (appelé ci-dessous l'« Accord »), signé le 19 septembre 1950, et du Protocole d'Application Provisoire de l'Accord, signé le même jour, lequel dispose dans son paragraphe 1 que l'Accord est appliqué à titre provisoire comme s'il avait produit ses effets à compter du 1er juillet 1950;

Signataires des Protocoles Additionnels Nos 2, 3, 4, 5 et 6 portant amendements à l'Accord et signés respectivement le 4 août 1951, le 11 juillet 1952, le 30 juin 1953, le 30 juin 1954 et le 29 juin 1955;

Rappelant qu'en vertu d'un Mémorandum d'Accord entre les Gouvernements d'Italie, du Royaume-Uni, des Etats-Unis et de Yougoslavie concernant le Territoire Libre de Trieste, paraphé à Londres le 5 octobre 1954, le Gouvernement Militaire de la Zone Anglo-Américaine du Territoire Libre de Trieste a été supprimé à dater du 26 octobre 1954; qu'en vertu dudit Mémorandum d'Accord, le Gouvernement Italien a pris en charge, à compter de la même date, l'administration du territoire dont la responsabilité lui est confiée par le Mémorandum d'Accord;

Etant convenus d'apporter certains amendements à l'Accord;

Estimant notamment que des dispositions devraient être prises pour permettre la terminaison de l'Accord à l'occasion du retour à la convertibilité par un certain nombre de pays Membres;

Considérant la Recommandation en date du 29 juillet 1955, par laquelle le Conseil de l'Organisation Européenne de Coopération Economique a approuvé le texte du présent Protocole Additionnel et l'a recommandé à la signature des Membres de l'Organisation;

Désirant donner effet immédiat aux dispositions dudit Protocole Additionnel;

Sont convenus de ce qui suit:

Article 1

a) Le paragraphe *a*) de l'article 11 de l'Accord est modifié comme suit:

« *a*) L'excédent ou le déficit comptable de chaque Partie Contractante est réglé pour un quart par l'octroi de prêts et pour trois quarts par des versements d'or, dans la mesure où l'excédent ou le déficit comptable cumulatif de ladite Partie Contractante n'excède pas le quota qui lui est attribué par le Tableau III ci-après ».

b) Le Tableau III de l'Accord est modifié comme suit:

« TABLEAU III

QUOTAS

Partie Contractante	Quota (en millions d'unités de compte)	Quota de chaque Partie Contractante exprimé en pourcentage du total des quotas
—	—	—
Allemagne	1.200	12,0
Autriche	168	1,7
U. E. B. L.	864	8,7
Danemark	468	4,7
France	1.248	12,5
Grèce	108	1,1
Islande	36	0,4
Italie	492	4,9
Norvège	480	4,8
Pays-Bas	852	8,5
Portugal	168	1,7
Royaume-Uni	2.544	25,5
Suède	624	6,3
Suisse	600	6,0
Turquie	120	1,2

NOTES. (1) La Grèce ne peut régler, conformément aux dispositions du présent article, ses déficits comptables pour les périodes comptables comprises entre le 1er août 1955 et le 30 juin 1956. Pour ces périodes comptables, le quota de la Grèce sera considéré comme égal à zéro aux fins du paragraphe (a) de l'article 13, de l'article 23-*bis* et des paragraphes 4, 10-*bis* et 17 de l'Annexe *B* au présent Accord. Les dispositions de la présente note cesseront d'être applicables si le Gouvernement de la Grèce en fait la domande à l'Organisation, immédiatement après le terme de la troisieme période comptable suivant la réception de cette demande.

(2) Les excédents et les déficits comptables de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise ne sont réglés en vertu du présent article que dans la mesure où son excédent comptable cumulatif n'excède pas 805,252 millions d'unités de compte; les dispositions du paragraphe (*b*) de l'article 13 sont applicables au cas où l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise aurait un excédent comptable cumulatif dépassant ce dernier montant.

Article 2

Les paragraphes *a)* et *b)* de l'article 19 de l'Accord sont modifiés comme suit:

« *a)* Le Conseil a le pouvoir de prendre, sous réserve des dispositions de l'article 20 ci-dessous, les décisions nécessaires à l'exécution du présent Accord. Toutes ces décisions sont obligatoires pour toutes les Parties Contractantes et cessent d'être obligatoires pour une Partie Contractante à l'égard de laquelle le présent Accord prend fin sous réserve des dispositions du paragraphe *e)* de l'article 34 et du paragraphe *e)* de l'article 36 ci-dessous. Toutefois, les décisions visées au paragraphe *c)* du présent article sont obligatoires pour tous les Membres de l'Organisation qui sont ou ont été à un moment quelconque Parties Contractantes.

b) Les décisions prises par le Conseil en vertu du présent Accord, sous réserve des dispositions des paragraphes *c)* et *d)* du présent article et de l'article 35 *quinquies*, sont prises par accord mutuel de toutes les Parties Contractantes, à l'exception des Parties Contractantes qui sont absentes ou s'abstiennent. Toutefois:

1) l'accord d'une Partie Contractante n'est pas nécessaire pour l'adoption d'une décision tendant à suspendre, en ce qui la concerne, l'application du présent Accord conformément à l'article 33 ci-dessous, ou prise au cours de la période pendant laquelle l'application du présent Accord est suspendue en ce qui la concerne; et

2) un pays à l'égard duquel le présent Accord a pris fin participe aux décisions prises, en ce qui le concerne, en vertu du paragraphe 6 de l'Annexe *B* au présent Accord ».

Article 3

a) Le paragraphe *a)* de l'article 20 de l'Accord est modifié comme suit:

« *a)* Le Comité de Direction est composé de sept membres au maximum; les membres sont nommés par le Conseil parmi les personnes présentées par les Parties Contractantes. Tout membre nommé sur la présentation d'une Partie Contractante à l'égard de laquelle le présent Accord prend fin en vertu des articles 34 ou 35 *quinquies* ci-dessous, cesse, de ce fait, d'être membre du Comité de Direction. Sauf décision contraire de l'Organisation, tout membre nommé sur la présentation d'une Partie Contractante à l'égard de laquelle l'application du présent Accord est suspendue en vertu de l'article 33 ci-dessous ne peut assister aux séances du Comité de Direction pendant la durée de cette suspension. Le mandat des membres du Comité de Direction est, sauf décision contraire du Conseil, d'une durée d'un an; il est renouvelable ».

b) Le paragraphe *h)* de l'article 20 de l'Accord est modifié comme suit:

« *h)* Les décisions du Comité de Direction sont obligatoires pour toutes les Parties Contractantes tant qu'une décision n'est pas prise par le Conseil en vertu du paragraphe *g)* du présent article. Elles cessent d'être obligatoires pour une Partie Contractante à l'égard de laquelle le présent Accord prend fin, sous réserve des dispositions du paragraphe *e)* de l'article 34 et du paragraphe *e)* de l'article 36 ».

Article 4

L'article 35 *quinquies* nouveau ci-dessous est ajouté après l'article 35 *quater* de l'Accord.

« *Article 35 quinquies*

NOUVELLE PROROGATION DE L'ARTICLE 11

a) L'Organisation procédera, au plus tard le 31 mars 1956, à un examen général du fonctionnement du présent Accord afin de décider, en consultation avec le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, des conditions dans lesquelles l'article 11 ci-dessus pourra être prorogé à compter du 1er juillet 1956.

b) Le présent Accord prendra fin au 30 juin 1956 en ce qui concerne toute Partie Contractante qui ne participerait pas à la décision de l'Organisation prévue au paragraphe *a)* du présent article et le paragraphe *c)* de l'article 34 ci-dessus s'appliquera à ladite Partie Contractante.

c) Les autres Parties Contractantes maintiendront en vigueur entre elles l'article 11 aux conditions qu'elles détermineront, sans préjudice des dispositions du paragraphe *b)* de l'article 36 ci-dessous ».

Article 5

L'article 36 de l'Accord est modifié comme suit:

« *Article* 36

TERMINAISON

a) Il peut être mis fin à tout moment au présent Accord par décision de l'Organisation.

b) Sauf décision contraire de l'Organisation, le présent Accord prendra fin si la somme des quotas des Parties Contractantes devient inférieure à 50 pour cent du total des quotas.

c) Le présent Accord prendra fin si des Parties Contractantes dont les quotas représentent au total au moins 50 pour cent du total des quotas notifient à l'Organisation leur intention de mettre fin au présent Accord, à condition que l'Accord Monétaire Européen en date du 5 août 1955 entre en vigueur ou soit mis en application dès la terminaison du présent Accord. Dans ce cas, le présent Accord prendra fin à la date à laquelle le total des quotas des Parties Contractantes dont l'Organisation aura reçu une notification atteindra le pourcentage prévu au présent paragraphe, ou, si les conditions requises pour que l'Accord Monétaire Européen entre en vigueur ou soit mis en application ne sont pas remplies à cette date, à la date à laquelle lesdites conditions seront remplies.

d) Pour l'application du présent article, les quotas sont les montants fixés au 1er juillet 1955 par le Tableau III du présent Accord.

e) Lors de la terminaison du présent Accord:

1) les opérations relatives à la période comptable au terme de laquelle le présent Accord prend fin sont néanmoins exécutées; et

2) l'Union est liquidée conformément aux dispositions de la Section II de l'Annexe *B* au présent Accord, qui restera en vigueur jusqu'à l'achèvement des mesures prévues à ladite Section ».

Article 6

a) Le paragraphe 1 de l'Annexe *B* à l'Accord est modifié comme suit:

« 1. Dans le cas où le présent Accord prend fin en ce qui concerne une Partie Contractante en vertu des articles 34 ou 35 *quinquies* du présent Accord, les droits et obligations de ladite Partie Contractante sont fixés conformément aux dispositions ci-dessous, sous réserve

de décisions qui pourraient être prises par l'Organisation, en accord avec le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, pour des prêts consentis dans des circonstances spéciales en vertu des articles 10-*bis* ou 13 du présent Accord ».

b) Le paragraphe 10-*bis* nouveau ci-dessous est ajouté après le paragraphe 10 de l'Annexe *B* à l'Accord :

« 10-*bis*. Si, lors de la terminaison de l'Accord, l'Accord Monétaire Européen en date du 5 août 1955 entre en vigueur ou est mis en application, les Parties Contractantes énumérées au Tableau IV ci-après seront considérées comme ayant consenti à l'Union, proportionnellement aux montants figurant audit Tableau IV, des prêts d'un montant total égal à la différence entre le total des produits et revenus perçus par l'Union et le total des intérêts et frais payés par l'Union. Ces prêts seront considérés, aux fins de la présente Section, comme des prêts consentis en vertu de l'article 11 du présent Accord. Toutefois, dans le cas de l'Irlande et, dans le cas de la Grèce aussi longtemps que son quota est considéré comme égal à zéro, ils seront remboursables immédiatement en or par l'Union ».

c) Le paragraphe 12 de l'Annexe *B* à l'Accord est modifié comme suit :

« 12. Les avoirs convertibles du fonds sont utilisés, sous réserve de l'application des dispositions du paragraphe 12-*bis* de la présente Annexe, pour rembourser les Parties Contractantes qui ont consenti des prêts à l'Union en vertu des articles 10-*bis*, 11 et 13 du présent Accord, proportionnellement au montant net de ces prêts. Toutefois, dans la mesure où le montant des avoirs convertibles n'excède pas le total des sommes mises à la disposition de l'Union conformément au sous-paragraphe 1 du paragraphe *b*) de l'article 23 du présent Accord, diminué du montant de la différence entre le total des soldes initiaux créditeurs attribués à titre de dons et le total des soldes initiaux débiteurs attribués, ces avoirs ne peuvent être utilisés en vertu du présent paragraphe si le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique a fait objection à la liquidation ».

d) Le paragraphe 12-*bis* nouveau ci-dessous est ajouté après le paragraphe 12 de l'Annexe *B* à l'Accord :

« 12-*bis*. Lors de la terminaison du présent Accord, à condition que l'Accord Monétaire Européen en date du 5 août 1955 entre en vigueur ou soit mis en application, les montants ci-dessous seront, avec l'accord du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, transférés au Fonds Européen établi par ledit Accord Monétaire Européen :

1) un montant d'avoirs convertibles du fonds s'élevant à 113,037 millions d'unités de compte;

2) un montant de 123,538 millions de dollars des Etats-Unis, souscrit par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique; et

3) des créances sur la Norvège et sur la Turquie, respectivement de 10 millions et 25 millions d'unités de compte, correspondant aux soldes initiaux attribués à titre de prêt et utilisés par lesdites Parties Contractantes pour régler des déficits nets, ces créances étant payables en or et dans les conditions prévues aux sous-paragraphes 2 à 4 du paragraphe 22 de la présente Annexe ».

e) Le paragraphe 13 de l'Annexe *B* à l'Accord est modifié comme suit :

« 13. Les avoirs convertibles du fonds au sens des paragraphes 12 et 12-*bis* de la présente Annexe sont les montants d'or, de dollars des Etats-Unis et de monnaies convertibles de pays autres que les Parties Contractantes qui sont compris dans le fonds lors de la terminaison du présent Accord ».

Article 7

Le Tableau IV de l'Accord et modifié comme suit :

« TABLEAU IV

Allemagne	18.902
Autriche	4.252
U. E. B. L.	4.883
Danemark	2.224
France	17.189
Grèce	5.088
Irlande	1.146
Islande	0.179
Italie	10.278
Norvège	2.295
Pays-Bas	6.592
Portugal	0.804
Royaume-Uni	23.489
Suède	1.172
Suisse	—
Turquie	1.507 »

Article 8

Nonobstant les dispositions de l'article 7 de l'Accord, l'Organisation pourra ajuster les excédents et les déficits comptables cumulatifs des Parties Contractantes pour tenir compte de la modification des montants des quotas prévue par le présent Protocole Additionnel.

Article 9

1. Les articles 1 à 7 du présent Protocole Additionnel font partie intégrante de l'Accord.

2. Le présent Protocole Additionnel sera ratifié. Il entrera en vigueur lors de l'entrée en vigueur de l'Accord, ou, si le présent Protocole Additionnel n'est pas ratifié par tous les Signataires à cette date, dès le dépôt des instruments de ratification par tous les Signataires.

3. Le présent Protocole Additionnel demeurera en vigueur jusqu'à la terminaison de l'Accord; les dispositions des articles 34, 35-*quinquies* et 36 de l'Accord s'appliquent au présent Protocole Additionnel dans les mêmes conditions qu'à l'Accord.

Article 10

Nonobstant les dispositions du paragraphe 2 de l'article 9 ci-dessus, les Parties au présent Protocole Additionnel appliqueront ses dispositions avec effet à partir de la période comptable commençant du 1er juillet 1955 sous réserve des dispositions de l'article 1 ci-dessus qui s'appliqueront à partir de la période comptable commençant au 1er août 1955.

En foi de quoi les Plénipotentiaires soussignés, dûment habilités, ont apposé leurs signatures au bas du présent Protocole Additionnel.

Fait à Paris, le cinq août mil neuf cent cinquante-cinq, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation Euro-

péenne de Coopération Economique, qui en communiquera une copie certifiée conforme à tous les Signataires du présent Protocole Additionnel.

Pour la République Fédérale d'Allemagne:
KARL WERKMEISTER

Pour la République d'Autriche:
HERBERT PRACK

Pour le Royaume de Belgique:
R. OCKRENT

Pour le Royaume de Danemark:
H. HJORTH-NIELSEN

Pour la République Française:
FRANÇOIS VALERY

Pour le Royaume de Grèce:
THÉODORE CHRISTIDIS

Etant donné que l'Irlande fait partie de la zone sterling, les dispositions du présent Protocole Additionnel n'exigent de sa part aucune mesure spéciale et le présent Protocole Additionnel est signé au nom de l'Irlande sous cette réserve qu'il est entendu que le fonctionnement dudit Protocole Additionnel ne modifiera en rien les arrangements existants qui régissent les paiements entre elle et les autres Parties Contractantes.

Pour l'Irlande:
WILLIAM P. FAY

Pour la République d'Islande:
PETUR BENEDIKTSSON

Pour la République Italienne:
LEONARDO VITETTI

Pour le Grand-Duché de Luxembourg:
ROBERT ALS

Pour le Royaume de Norvège:
JENS BOYESEN

Pour le Royaume des Pays-Bas:
J. C. KRUISHEER

Pour la République Portugaise:
R. T. GUERRA

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:
W. HARPHAM

Pour la Suède:
INGEMAR HÄGGLÖF

Pour la Confédération Suisse:
GERARD BAUER

Pour la République Turque:
MEHMET ALI TINEY

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
MARTINO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 2 aprile 1957, n. 328.

Riconoscimento della personalità giuridica della Chiesa ex conventuale di San Sebastiano, in Gravina di Puglia (Bari).

N. 328. Decreto del Presidente della Repubblica 2 aprile 1957, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuta la personalità giuridica della Chiesa ex conventuale di San Sebastiano, in Gravina di Puglia (Bari).

Visto, *il Guardasigilli*: MORO
Registrato alla Corte dei conti, addì 17 maggio 1957
Atti del Governo, registro n. 105, foglio n. 115. — CARLOMAGNO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 2 aprile 1957, n. 329.

Riconoscimento della personalità giuridica della Casa salesiana di San Giovanni Bosco, denominata « Istituto salesiano San Domenico Savio », con sede in Bra (Cuneo).

N. 329. Decreto del Presidente della Repubblica 2 aprile 1957, col quale sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuta la personalità giuridica della Casa salesiana di San Giovanni Bosco, denominata « Istituto salesiano San Domenico Savio », con sede in Bra (Cuneo).

Visto, *il Guardasigilli*: MORO
Registrato alla Corte dei conti, addì 17 maggio 1957
Atti del Governo, registro n. 105, foglio n. 112. — CARLOMAGNO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 2 aprile 1957, n. 330.

Riconoscimento, agli effetti civili, dell'erezione della parrocchia di Cristo Re, nel comune di Paternò (Catania).

N. 330. Decreto lel Presidente della Repubblica 2 aprile 1957, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Ordinario diocesano di Catania in data 8 dicembre 1954, integrato con postilla dell'11 dicembre 1956, relativo alla erezione della parrocchia di Cristo Re, nel comune di Paternò (Catania).

Visto, *il Guardasigilli*: MORO
Registrato alla Corte dei conti, addì 17 maggio 1957
Atti del Governo, registro n. 105, foglio n. 116. — CARLOMAGNO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 2 aprile 1957, n. 331.

Riconoscimento della personalità giuridica della Casa di procura, in Roma, della Congregazione delle suore di carità di San Vincenzo de' Paoli.

N. 331. Decreto del Presidente della Repubblica 2 aprile 1957, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuta la personalità giuridica della Casa di procura, in Roma, della Congregazione delle suore di carità di San Vincenzo de' Paoli.

Visto, *il Guardasigilli*: MORO
Registrato alla Corte dei conti, addì 17 maggio 1957
Atti del Governo, registro n. 105, foglio n. 121. — CARLOMAGNO

DECRETO MINISTERIALE 5 maggio 1957.

Ricostituzione del Comitato per il Fondo per l'indennità agli impiegati.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER IL TESORO

Visto l'art. 3 del regio decreto-legge 8 gennaio 1942, n. 5, convertito in legge, con modifiche, con la legge 2 ottobre 1942, n. 1251;

Visto l'art. 1 del decreto luogotenenziale 1° agosto 1945, n. 708;

Viste le designazioni delle Amministrazioni interessate e delle organizzazioni sindacali dei datori di lavoro e dei lavoratori;

Decreta:

Art. 1.

Il Comitato del Fondo per l'indennità agli impiegati è composto come segue:

Presidente:

Il presidente dell'Istituto Nazionale delle Assicurazioni.

Membri:

Pilia dott. Cesare e Giacalone avv. Giovanni, in rappresentanza del Ministero del lavoro e della previdenza sociale;

Castagnoli dott. Pietro e Terlizzi dott. Paolo, in rappresentanza del Ministero del tesoro;

Toscani avv. Rosario, in rappresentanza degli industriali;

Lo Vecchio Musti prof. Manlio, in rappresentanza dei commercianti;

Pilai dott. Giuseppe, in rappresentanza degli agricoltori;

Casale dott. Guido, in rappresentanza delle aziende del credito;

Muratori dott. Giulio, in rappresentanza delle imprese assicuratrici;

Donati avv. Manlio, in rappresentanza dei lavoratori dell'industria;

Di Mario Mario, in rappresentanza dei lavoratori del commercio;

Azais Francesco Ettore, in rappresentanza dei lavoratori dell'agricoltura;

Sarti cav. Mauro, in rappresentanza dei lavoratori del credito;

Agrati rag. Goffredo, in rappresentanza dei lavoratori dell'assicurazione;

Il direttore generale dell'Istituto Nazionale delle Assicurazioni;

Il capo servizio dell'Istituto Nazionale delle Assicurazioni addetto al Fondo.

Art. 2.

L'ufficio di segreteria del Comitato predetto, è composto dal dott. Stochino Giuseppe, funzionario di gruppo *A* del Ministero del lavoro e della previdenza sociale, e dal dott. Serrazanetti Valentino, funzionario dell'Istituto Nazionale delle Assicurazioni addetto al Fondo.

Roma, addì 5 maggio 1957

Il Ministro per il lavoro e la previdenza sociale
VIGORELLI

Il Ministro per il tesoro
MEDICI

(3197)

DECRETO MINISTERIALE 7 maggio 1957.

Proroga della gestione commissariale dell'Associazione nazionale mutilati e invalidi del lavoro.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto il decreto luogotenenziale 22 febbraio 1945, n. 128, per la quale l'Associazione nazionale fra mutilati ed invalidi del lavoro, con sede in Roma, fu eretta in ente morale e il relativo statuto fu approvato;

Visti gli articoli 3 e 4 del decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 3 ottobre 1947, n. 1222, sull'assunzione obbligatoria dei mutilati ed invalidi del lavoro nelle imprese private;

Visto il proprio decreto 9 marzo 1953, con il quale il sig. Raimondo Magnani, è stato nominato commissario straordinario dell'Associazione per il periodo di mesi sei, per facilitare la trasformazione giuridica dell'Ente e provvedere al lavoro preparatorio di riassestamento statutario, tecnico-amministrativo, organizzativo, necessario allo scopo, con i poteri del Consiglio nazionale, del Comitato nazionale, della Giunta esecutiva e del presidente;

Visti i propri decreti 8 settembre 1953, 8 marzo 1954 e 8 luglio 1954, con i quali la nomina del signor Raimondo Magnani è stata prorogata fino al 9 novembre 1954;

Visto il proprio decreto in data 9 novembre 1954, con i quali fu prorogata di mesi sei la gestione commissariale dell'Ente, affidata, oltre che al dott. Magnani, ai signori Luigi Morosi e dott. Alfredo Messineo, in qualità di commissari aggiunti;

Visto il proprio decreto in data 9 maggio 1955, con il quale la gestione fu prorogata di altri sei mesi a decorrere dalla data suddetta;

Visti gli ulteriori decreti in data 9 novembre 1955, 9 maggio 1956 e 9 novembre 1956, con cui i poteri dei commissari venivano prorogati a tutto l'8 maggio 1957;

Considerato che, trovandosi ancora in fase di esame il progetto di legge di iniziativa governativa sulla trasformazione e il riordinamento dell'Ente, non appare opportuno procedere alla ricostituzione dei normali organi di amministrazione fino a che il progetto stesso sia portato al perfezionamento:

Ritenuta di conseguenza l'opportunità di prorogare la gestione commissariale dell'Ente;

Decreta:

Il dott. Raimondo Magnani, il signor Luigi Morosi, e il dott. Alfredo Messineo continuano in qualità di commissario il primo, di commissari aggiunti i secondi, ad esercitare congiuntamente i poteri del Consiglio nazionale, del Comitato nazionale, della Giunta esecutiva e del presidente dell'Associazione nazionale fra mutilati ed invalidi del lavoro, per il periodo di mesi tre a decorrere dal 9 maggio 1957.

Roma, addì 7 maggio 1957

Il Ministro: VIGORELLI

(3252)

DECRETO MINISTERIALE 9 maggio 1957.

Autorizzazione alla fusione per assorbimento della gestione della rappresentanza generale in Milano della società « L'Abeille - Compagnie anonyme d'assurances à primes fixes contre l'incendie, les accidents et les risques divers », con sede in Parigi, nella Compagnia italiana di assicurazioni « L'Abeille », con sede in Milano.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visti il regio decreto-legge 29 aprile 1923, n. 966, convertito nella legge 17 aprile 1925, n. 473, e le successive disposizioni modificative ed integrative;

Visto il regolamento approvato con regio decreto 4 gennaio 1925, n. 63, modificato con i regi decreti 4 marzo 1926, n. 519, e 22 aprile 1940, n. 469;

Vista la domanda con la quale la Compagnia italiana di assicurazione « L'Abeille », con sede in Milano, chiede di essere autorizzata ad assorbire mediante fu-

sione la gestione italiana della rappresentanza generale per l'Italia in Milano della società « L'Abeille Compagnie anonyme d'assurances à primes fixes contre l'incendie, les accidents et les risques divers », con sede in Parigi;

Viste le deliberazioni del Consiglio di amministrazione delle predette società, rispettivamente del 19 febbraio 1957, del 14 novembre e 17 dicembre 1956, con le quali è stata decisa la fusione per assorbimento della gestione della suddetta rappresentanza generale nella Compagnia italiana di assicurazioni « L'Abeille »;

Visto l'atto del 18 aprile 1957, n. 40859 di repertorio a rogito notaio Alessandro Guasti di Milano, con il quale si stabiliscono le condizioni e le modalità della fusione;

Decreta:

E' autorizzata a tutti gli effetti la fusione per assorbimento dell'intera gestione assicurativa della rappresentanza generale in Milano della società « L'Abeille Compagnie anonyme d'assurances à primes contre l'incendie, les accidents et les risques divers », con sede in Parigi, nella Compagnia italiana di assicurazioni « L'Abeille », con sede in Milano.

Roma, addì 9 maggio 1957

p. *Il Ministro*: MICHELI

(3249)

DECRETO MINISTERIALE 16 maggio 1957.

Sostituzione di un membro del Consiglio di amministrazione dell'ente autonomo « Fiera internazionale di Genova », con sede in Genova.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visto il regio decreto-legge 29 gennaio 1934, n. 454, convertito nella legge 5 luglio 1934, n. 1607, sulla disciplina delle fiere, mostre ed esposizioni;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 24 febbraio 1956, n. 310, col quale è stata riconosciuta la personalità giuridica all'ente autonomo « Fiera internazionale di Genova » e ne è stato approvato lo statuto;

Visto il proprio decreto 25 marzo 1957, riguardante la nomina, per un triennio, del Consiglio di amministrazione dell'Ente stesso;

Ritenuto che occorre provvedere alla sostituzione del dott. Mario De Benedetti, in base alla comunicazione del Ministero delle poste e delle telecomunicazioni;

Decreta:

Articolo unico.

Il comm. rag. Primo Zoli è nominato membro del Consiglio di amministrazione dell'ente autonomo « Fiera internazionale di Genova » con sede in Genova, in rappresentanza del Ministero delle poste e delle telecomunicazioni, in sostituzione del dott. Mario De Benedetti.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 16 maggio 1957

Il Ministro: CORTESE

(3251)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Diffida per smarrimento di diploma di specializzazione

Il dott. Leonida Pavani, nato a Copparo (Ferrara) l'11 maggio 1909, ha dichiarato di avere smarrito il proprio diploma di specializzazione in patologia coloniale, rilasciatogli dall'Università di Modena in data 17 febbraio 1943.

Se ne dà notizia ai sensi dell'art. 50 del regio decreto 4 giugno 1938, n. 1269, diffidando gli eventuali possessori del diploma smarrito a consegnarlo all'Università di Modena.

(3187)

Diffida per smarrimento di certificato sostitutivo del diploma di laurea

Il dott. Bruno Panara, nato a Chieti il 22 luglio 1921, ha dichiarato di avere smarrito il certificato sostitutivo del diploma di laurea in medicina e chirurgia, rilasciatogli dall'Università di Roma in data 1° dicembre 1945, a seguito degli esami conclusivi del relativo corso da lui sostenuti nell'anno accademico 1944-45.

Se ne dà notizia ai sensi dell'art. 50 del regio decreto 4 giugno 1938, n. 1269, diffidando gli eventuali possessori del certificato smarrito a consegnarlo all'Università di Roma.

(3188)

MINISTERO DELLA MARINA MERCANTILE

Trasferimento dal pubblico Demanio marittimo ai beni patrimoniali dello Stato di un'area demaniale sita lungo la sponda sinistra del porto-canale di Cesenatico.

Con decreto del Ministro per la marina mercantile di concerto con il Ministro per le finanze in data 14 maggio 1957, è stata dismessa dal pubblico Demanio marittimo e trasferita ai beni patrimoniali dello Stato la zona di mq. 1477, sita lungo la sponda sinistra del porto-canale di Cesenatico, riportata in catasto al foglio n. 7, particella n. 154, del comune di Cesenatico.

(3259)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

RIFORMA FONDIARIA

Determinazione delle indennità dovute per i terreni costituenti la quota del « terzo residuo » espropriati in applicazione delle leggi di riforma fondiaria.

Con decreti Ministeriali in data 29 marzo 1957, sono state determinate in via definitiva le indennità per i terreni del « terzo residuo » espropriati nei confronti delle ditte di cui all'unito elenco vistato e trasferiti in proprietà all'Ente per la colonizzazione della Maremma tosco-leziale.

L'avviso di cui all'art. 5, primo comma, della legge 15 marzo 1956, n. 156, concernente la determinazione delle predette indennità è stato pubblicato nella *Gezzetta Ufficiale* n. 49 del 22 febbraio 1957.

Le predette indennità vengono corrisposte in titoli del Prestito per la riforma fondiaria, emessi in forza dell'art. 18 della legge 21 ottobre 1950, n. 841, con gli arrotondamenti di cui all'art. 1 della legge 11 febbraio 1952, n. 70.

I titoli di cui sopra vengono depositati presso l'Istituto di credito per ciascuna ditta specificata nell'elenco medesimo e saranno svincolati dal Tribunale competente, ai sensi del combinato disposto dagli articoli 9 della legge 12 maggio 1950, n. 230 e 2 della legge 21 marzo 1953, n. 224.

Numero d'ordine	DITTA ESPROPRIATA	Comune di ubicazione dei terreni vincolati	Decreto Presidenziale di esproprio e iscrizione vincolo indisponibilità				Decreto Ministeriale liquidazione indennità				Estensione dei terreni trasferiti all'Ente di riforma	Estensione dei terreni conservati dalla ditta	Ammontare indennità in cifra arrotondata (art. 1 legge 11 febbraio 1952, n. 70)	Istituto di credito presso cui vengono depositati i titoli del Prestito per la riforma fondiaria	TESORERIA provinciale
					Gazzetta Ufficiale		in data 29-3-1957	Registrazione Corte dei conti							
									Reg. Agric.						
			N.	Data	N.	Data	N.	Data	N.	Foglio	Ha.	Ha.	Lire		
	Ente Maremma tosco-laziale														
1	ANDREINI Giovanni, Carlo, Ippolito ed Anna Maria, fratelli e sorelle fu Corrado	Grosseto	3864	27-12-52	17 s. o. 1	22- 1-53	2838-742	16- 4-57	9	222	30.34.10	28.89.36	1.780.000	Banca Nazionale del Lavoro Sede di Roma	Roma
2	BIONDI BARTOLINI Giovanni fu Giulio	Pomarance	4069	28-12-52	18 s. o. 3	23- 1-53	2839-743	16- 4-57	9	223	4.90.45	10.66.27	675.000	Id. Id.	Id.
3	CABELLA Luigi fu Giorgio	Civitella Paganico	3629	18-12-52	15 s. o. 1	20- 1-53	2840-744	16- 4-57	9	224	157.45.38	142.54.62	9.870.000	Id. Id.	Id.
4	CECCARELLI Luigi e Giuseppe, fratelli di Tommaso	Grosseto	3802	27-12-52	16 s. o. 3	21- 1-53	2841-745	16- 4-57	9	225	8.98.23	8.98.23	1.125.000	Id. Id.	Id.
5	CECCHERINI Pier Terige di Domenico	Civitella Paganico	3632	18-12-52	15 s. o. 1	20- 1-53	2842-746	16- 4-57	9	226	4.60.73	3.61.96	310.000	Id. Id.	Id.
6	COLONNA Fabrizio fu Prospero	Roma	3938	27-12-52	17 s. o. 2	22- 1-53	2843-747	16- 4-57	9	227	25.15.20	25.12.50	2.750.000	Id. Id.	Id.
7	COMINI Alessandro di Clemente	Orbetello	3872	27-12-52	17 s. o. 1	22- 1-53	2844-748	16- 4-57	9	228	23.37.39	23.37.38	2.045.000	Id. Id.	Id.
8	CRISOLINI Anna Francesca e Laura Bona, sorelle fu Andrea	Magliano in Toscana	3873	27-12-52	17 s. o. 1	22- 1-53	2845-749	16- 4-57	9	229	17.23.51	14.24.50	450.000	Id. Id.	Id.
9	FERRARI Rotilio fu Luigi	Roma	4351	28-12-52	19 s. o. 8	24- 1-53	2846-750	16- 4-57	9	230	19.43.90	50.00.35	5.050.000	Id. Id.	Id.
10	FLORIDI Clotilde fu Pio	Roma	4352	28-12-52	19 s. o. 8	24- 1-53	2847-751	16- 4-57	9	231	3.13.20	3.13.20	310.000	Id. Id.	Id.
11	LUCIANI Maria Luigia di Archimede, maritata ZIPPEL	Roccastrada	3959	27-12-52	17 s. o. 3	22- 1-53	2848-752	16- 4-57	9	232	7.50.03	8.33.66	840.000	Id. Id.	Id.
12	MAGLIOLI Francesco fu Andrea	Laiatico	3889	27-12-52	17 s. o. 1	22- 1-53	2849-753	16- 4-57	9	233	28.78.65	24.41.80	1.340.000	Id. Id.	Id.
13	MERCIAI Luigi fu Cesare	Orbetello	4090	28-12-52	18 s. o. 3	23- 1-53	2850-754	16- 4-57	9	234	17.44.30	13.20.10	1.265.000	Id. Id.	Id.
14	SARACENI Filippo fu Massimiliano	Orbetello	3843	27-12-52	16 s. o. 3	21- 1-53	2851-755	16- 4-57	9	235	2.09.79	1.69.88	375.000	Id. Id.	Id.
15	SCALI Maria Antonietta fu Tommaso, vedova CAPACCI	Orbetello	3902	27-12-52	17 s. o. 1	22- 1-53	2852-756	16- 4-57	9	236	13.39.66	15.26.02	1.160.000	Id. Id.	Id.
16	SILI Pio ed Elisa fu Bernardino	Roma	4105	28-12-52	18 s. o. 3	23- 1-53	2853-757	16- 4-57	9	237	29.09.78	36.87.92	3.180.000	Id. Id.	Id.
17	SIMONELLI Laura fu Leonardo	Castiglione d'Orcia	3583	18-12-52	14 s. o. 5	19- 1-53	2854-758	16- 4-57	9	238	4.70.16	4.50.40	260.000	Id. Id.	Id.

Roma, addì 7 maggio 1957

Visto, p. *il Ministro*: BOTTALICO

(2943)

MINISTERO DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

Proroga dei poteri conferiti al commissario della Società cooperativa agricola « Reduci », con sede in Eboli

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale, in data 2 maggio 1957, i poteri conferiti al dott. Giuseppe Liotti, commissario della Società cooperativa agricola « Reduci », con sede in Eboli, sono stati prorogati al 30 giugno 1957.

(3261)

Revoca del decreto Ministeriale in data 29 gennaio 1957 relativo allo scioglimento della società « Cooperativa Italiana Artisti Lirici - C.I.A.L. », con sede in Roma.

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale in data 2 maggio 1957, si revoca il precedente provvedimento in data 29 gennaio 1957, relativo allo scioglimento di ufficio della società « Cooperativa Italiana Artisti Lirici C.I.A.L. », con sede in Roma.

(3265)

Scioglimento della Società cooperativa agricola « S.E.R. » con sede in Roma, e nomina del liquidatore

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale, in data 4 maggio 1957, la Società cooperativa agricola « S.E.R », con sede in Roma, costituita con atto del notaio dott. Carlo Capo in data 12 maggio 1943, è stata sciolta ad ogni effetto di legge, ai sensi dell'art. 2544 del Codice civile, con nomina di liquidatore nella persona del dott. Salvatore Familiari.

(3263)

MINISTERO DELLE FINANZE

Avviso di rettifica

Nel decreto Ministeriale 11 maggio 1957 « Misure delle aliquote d'imposta sui fiammiferi per il periodo 1° luglio 1955-30 giugno 1957 », pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 130 in data 23 maggio 1957, alla terza linea dell'articolo unico in luogo di 30 *luglio* 1957 leggàsi 30 *giugno* 1957.

(3311)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 119

Corso dei cambi del 24 maggio 1957 presso le sottoindicate Borse valori

VALUTE	Bologna	Firenze	Genova	Milano	Napoli	Palermo	Roma	Torino	Trieste	Venezia
$ USA	624,85	624,825	624,86	624,80	624,70	624,82	624,92	624,85	624,80	624,80
$ Can.	654,25	654,50	654 —	654,375	653,40	654,25	654,375	653,50	654,25	654,50
Fr. Sv. lib.	145,82	145,80	145,80	145,81	145,75	145,82	145,83	145,80	145,81	145,81
Kr. D.	90,32	90,135	90,10	90,20	90,10	90,32	90,20	90,53	90,31	90,20
Kr. N.	87,82	87,68	87,63	87,67	87,50	87,82	87,74	88,08	87,82	87,75
Kr. Sv.	121,48	121,22	121,20	121,20	121,15	121,55	121,15	121,615	121,47	121,35
Fol.	164,80	164,475	164,33	164,46	164,55	164,91	164,32	165,07	164,83	164,65
Fr. B.	12,48	12,45375	12,45	12,4475	12,4475	12,48	12,45	12,50	12,47	12,465
Fr. Fr.	178,20	177,85	177,75	177,75	177,75	178,20	177,70	178,47	178,05	177,90
Fr. Sv. acc.	143,38	143,17	143,05	143,09	143,10	143,38	143,10	143,50	143,37	143,15
Lst.	1755,50	1752 —	1750,75	1752,125	1751,50	1756,75	1750,75	1759 —	1753,50	1751,75
Dm. occ.	149,65	149,35	149,15	149,30	149,27	149,73	149,20	149,80	149,50	149,30
Scell. Aust.	24,17	24,135	24,13	24,125	24,15	24,18	24,12	24,17	24,16	24,15

Media dei titoli del 24 maggio 1957

Rendita 3,50 % 1906	66,375
Id. 3,50 % 1902	57,775
Id. 5 % 1935	89,775
Redimibile 3,50 % 1934	78,825
Id. 3,50 % (Ricostruzione)	73,55
Id. 5 % (Ricostruzione)	88,375
Id. 5 % (Riforma fondiaria)	82,675
Id. 5 % 1936	96,375
Id. 5 % (Città di Trieste)	83,325
Id. 5 % (Beni Esteri)	82,20
Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1° aprile 1959)	97,225
Id. 5 % (» 1° aprile 1960)	96,10
Id. 5 % (» 1° gennaio 1961)	94,55
Id. 5 % (» 1° gennaio 1962)	93,725
Id. 5 % (» 1° gennaio 1963)	93,40
Id. 5 % (» 1° aprile 1964)	93,275
Id. 5 % (» 1° aprile 1965)	93,325

Il Contabile del Portafoglio dello Stato
MILLO

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Cambi medi del 24 maggio 1957

1 Dollaro USA	624,86
1 Dollaro canadese	654,375
1 Franco svizzero lib.	145,82
1 Corona danese	90,20
1 Corona norvegese	87,705
1 Corona svedese	121,175
1 Fiorino olandese	164,39
1 Franco belga	12,449
100 Franchi francesi	177,725
1 Franco svizzero acc.	143,095
1 Lira sterlina	1751,437
1 Marco germanico	149,25
1 Scellino austriaco	24,122

Cambi di compensazione valevoli ai sensi degli accordi esistenti

Egitto Lit. 1794,55 per una lira egiziana

CONCORSI ED ESAMI

CORTE DEI CONTI

Concorso per titoli ed esami a trenta posti di vice referendario della Corte dei conti

IL PRESIDENTE DELLA CORTE DEI CONTI

Visto il testo unico delle leggi sulla Corte dei conti, approvato con regio decreto 12 luglio 1934, n. 1214;

Visto il regolamento per la carriera e la disciplina del personale della Corte dei conti, approvato con regio decreto 12 ottobre 1933, n. 1364;

Vista la legge 21 marzo 1953, n. 161;

Visti i regi decreti 11 novembre 1923, n. 2395, e 30 dicembre 1923, n. 2960, ed i successivi provvedimenti di modifica;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 24 giugno 1954, n. 368;

Decreta:

Art. 1.

E' indetto un concorso per titoli ed esami a trenta posti di vice referendario della Corte dei conti.

Art. 2.

Possono prendere parte al concorso:

a) i funzionari dei ruoli organici delle carriere direttive delle Amministrazioni dello Stato muniti di laurea in giurisprudenza i quali abbiano almeno quattro anni di servizio in detti ruoli qualificato « ottimo » nell'ultimo triennio;

b) gli avvocati che abbiano almeno un anno di iscrizione nel relativo albo professionale;

c) gli impiegati del ruolo organico della carriera di concetto della Corte dei conti in possesso della laurea in giurisprudenza da almeno un anno alla data del bando di concorso, e che abbiano in detto ruolo sei anni di servizio qualificato « ottimo », ivi compreso, per non più di due anni, il servizio da essi eventualmente prestato in un ruolo organico della carriera di concetto di altre Amministrazioni statali;

d) gli impiegati collocati nel ruolo aggiunto della carriera direttiva della Corte dei conti, ai sensi dell'art. 11 della legge 5 giugno 1951, n. 376, che siano provvisti della laurea in giurisprudenza ed abbiano almeno sei anni di servizio qualificato « ottimo » in detto ruolo.

Nella durata del servizio indicato alle lettere *a*) e *c*) è compreso il periodo di prova.

Non sono valutabili i servizi prestati in categorie inferiori o, in ogni modo, diversi da quelli innanzi citati.

Dal concorso sono escluse le donne.

Art. 3.

I concorrenti non devono aver superato i 35 anni di età alla data del presente decreto.

Il limite massimo di età è elevato:

1) a trentanove anni nei confronti:

a) dei decorati al valor militare o di croce di guerra al valor militare o dei promossi per merito di guerra;

b) dei capi di famiglie numerose, intendendosi per famiglie numerose, ai sensi della legge 20 marzo 1940, n. 233, e del decreto legislativo luogotenenziale 29 marzo 1945, n. 267, quelle costituite da almeno sette figli viventi, compresi tra essi anche i figli caduti in guerra;

2) a quaranta anni nei confronti:

a) di coloro che parteciparono nei reparti delle Forze armate alle operazioni militari svoltesi in Africa orientale dal 3 ottobre 1935 al 5 maggio 1936, e per coloro che parteciparono nei reparti delle Forze armate, ovvero in qualità di militarizzati o assimilati, alle operazioni della guerra 1940-43, o della guerra di liberazione, per i partigiani combattenti, per i reduci dalla prigionia e per i cittadini deportati dal nemico. Sono esclusi da tale beneficio coloro che abbiano riportate condanne per reati commessi durante il servizio militare, anche se sia successivamente intervenuta amnistia, indulto o commutazione di pena, e coloro che si trovino nei casi previsti dall'art. 11 del decreto legislativo 4 marzo 1948, n. 137;

b) dei profughi: dall'Eritrea, dall'Etiopia e dalla Libia, limitatamente ai rimpatriati fino al 23 dicembre 1951; dalla Somalia, limitatamente ai rimpatriati fino al 31 marzo 1950; dai territori sui quali, in seguito al trattato di pace, è cessata la sovranità dello Stato italiano; dai territori esteri e dalle zone del territorio nazionale colpite dalla guerra;

c) di coloro che siano stati addetti ad operazioni di bonifica da mine o di rastrellamento e brillamento di ordigni esplosivi diversi dalle mine, ai sensi del decreto legislativo luogotenenziale 12 luglio 1946, n. 320, del decreto legislativo 24 maggio 1946, n. 615, del decreto del Capo provvisorio dello Stato 3 settembre 1947, n. 885, del decreto del Capo provvisorio dello Stato 1° novembre 1947, n. 1815; e del decreto del Presidente della Repubblica 20 febbraio 1948, n. 1116.

Il limite massimo di età di trentacinque anni è aumentato inoltre:

a) di due anni per coloro che siano coniugati alla data di scadenza del termine per la presentazione della domanda di partecipazione al concorso;

b) di un anno per ogni figlio vivente alla data medesima.

Le elevazioni previste dai commi precedenti si cumulano purchè, nel complesso, non si superino i quarantacinque anni di età.

Il limite massimo di età è infine elevato a quarantacinque anni nei confronti:

a) dei mutilati ed invalidi nei fatti d'arme verificatisi nel 1935 in Africa orientale o nelle operazioni della guerra 1940-43, o della guerra di liberazione, anche se in qualità di assimilati o militarizzati, nonchè dei mutilati ed invalidi civili di guerra, o per i fatti di Mogadiscio dell'11 gennaio 1948, o dei mutilati ed invalidi per servizio, dei mutilati ed invalidi in occasione di azioni di terrorismo politico nei territori delle ex colonie italiane, dei mutilati ed invalidi in occasione di azioni singole o collettive aventi fini politici nelle provincie di confine con la Jugoslavia e nei territori soggetti a detto Stato, dei mutilati ed invalidi per i fatti di Trieste del 4, 5 e 6 novembre 1953, purchè rientrino nelle prime otto categorie, ovvero nelle voci da 4 a 10 della categoria 9ª o nelle voci da 3 a 6 della categoria 10ª della tabella *a*) allegata al decreto luogotenenziale 20 maggio 1917, n. 876, ovvero nelle voci 4, 6, 7, 8, 9, 10 e 11 della tabella *b*) allegata al regio decreto 12 luglio 1923, n. 1491, richiamato dalla legge 3 giugno 1950, n. 375. Gli invalidi per servizio sono inoltre esclusi dal beneficio suddetto anche se affetti dalle lesioni contemplate nelle voci da 4 a 10 della tabella *d*) annessa alla legge 10 agosto 1950, n. 648;

b) di coloro che dimostrino di aver riportato per comportamento contrario al regime fascista sanzioni penali o di polizia, ovvero di essere stati deportati o internati per motivi di persecuzione razziale.

Per gli assistenti ordinari delle Università o degli Istituti di istruzione universitaria, cessati dal servizio per ragioni di carattere non disciplinare, il limite di età è aumentato, a' termini dell'art. 17 del decreto legislativo 7 maggio 1948, n. 1172, ratificato, con modificazioni, con l'art. 1 della legge 24 giugno 1950, n. 465, di un periodo pari a quello di appartenenza ai ruoli di assistente.

Per i concorrenti già colpiti dalle abrogate leggi razziali non viene computato agli effetti del limite di età, il periodo compreso tra il 5 settembre 1938 e il 9 agosto 1944, indicato nell'art. 5 del regio decreto 20 gennaio 1944, n. 25.

Si prescinde dal limite di età nei confronti dei concorrenti indicati alla lettera *d*) del precedente art. 2.

Art. 4.

I concorrenti dovranno far pervenire al segretariato generale della Corte dei conti, entro e non oltre i sessanta giorni successivi a quello di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, apposita domanda di ammissione al concorso, redatta su carta da bollo da L. 200 e rivolta al presidente della Corte stessa.

Nella domanda gli aspiranti, premessa la indicazione della categoria, l'appartenenza alla quale dà loro titolo per partecipare al concorso a norma dell'art. 2, dovranno dichiarare:

1) le generalità;

2) la data ed il luogo di nascita;

3) di essere in possesso della cittadinanza italiana;

4) il Comune nelle liste elettorali del quale sono iscritti, ovvero i motivi della mancata iscrizione o della cancellazione dalle liste medesime;

5) le eventuali condanne penali riportate (anche se sia stata concessa amnistia, condono, indulto o perdono giudiziale) e i procedimenti penali eventualmente pendenti, dei quali dovrà essere specificata la natura;

6) i titoli di studio posseduti;

7) la posizione rivestita per quanto concerne gli obblighi militari;

8) se abbiano già partecipato a precedenti concorsi per la nomina a vice referendario della Corte dei conti, e, in caso affermativo, in quale epoca e con quale risultato;

9) se intendano sostenere la prova facoltativa di taluna o tutte le lingue estere indicate nel programma di esame;

10) di essere disposti, in caso di nomina, a raggiungere qualsiasi destinazione.

Dalla domanda dovrà risultare, altresì, il domicilio cui andranno indirizzate le eventuali comunicazioni.

Gli aspiranti che hanno superato il limite di età indicato al primo comma del precedente art. 3, dovranno dichiarare il titolo che legittima la elevazione del limite stesso.

La firma che gli aspiranti sono tenuti ad apporre in calce alla domanda dovrà essere autenticata da notaio o dal segretario comunale del luogo in cui gli aspiranti risiedono. Per i dipendenti statali è sufficiente il visto del capo dell'ufficio nel quale prestano servizio.

Alla domanda dovrà essere allegata una fotografia recente, su fondo bianco, a mezzo busto, sulla quale il candidato dovrà apporre la propria firma da autenticarsi dal sindaco del Comune di residenza o da un notaio, con contestuale attestazione della identità personale del candidato stesso. Alla domanda dovranno, inoltre, essere allegati i documenti e i titoli ritenuti utili ai fini del concorso. In ogni caso dovrà essere allegato un certificato, rilasciato dalla competente autorità accademica, dal quale risultino il voto riportato nell'esame di laurea in giurisprudenza ed i voti conseguiti nei singoli esami del relativo corso di studi.

Art. 5.

I concorrenti che abbiano superato la prova orale e che intendano far valere i titoli di precedenza o di preferenza nella nomina o che debbano dimostrare di avere titolo per usufruire della elevazione del limite di età, dovranno far pervenire al segretariato generale della Corte dei conti, entro il termine perentorio di venti giorni dal ricevimento dell'apposita comunicazione, i documenti attestanti il possesso dei titoli stessi, redatti in conformità delle norme che seguono:

a) coloro che hanno partecipato alle operazioni militari svoltesi in Africa orientale dal 3 ottobre 1935 al 5 maggio 1936, presenteranno la dichiarazione integrativa da rilasciarsi in applicazione del regio decreto-legge 2 giugno 1936, n. 1172, ai sensi della circolare n. 427 del Giornale militare ufficiale 1937, in carta bollata da L. 100;

b) gli ex combattenti della guerra 1940-43, della guerra di liberazione e della lotta di liberazione (partigiani combattenti), di cui ai decreti legislativi 4 marzo 1948, n. 137, e 19 marzo 1948, n. 241, gli ex militari e militarizzati che, dopo il 14 settembre 1943, attraversarono le linee nemiche, gli ex prigionieri cooperatori a seguito delle Forze armate alleate operanti, gli ex prigionieri in Germania e in Giappone, coloro che sono stati addetti, prima del 24 maggio 1946, ad operazioni di bonifica da mine e coloro che sono stati addetti, prima e dopo la stessa data, ad operazioni di rastrellamento e brillamento di ordigni esplosivi diversi dalle mine, dovranno produrre, a seconda dell'Arma o Corpo di appartenenza, la dichiarazione integrativa in carta bollata da L. 100 di cui alla circolare n. 5000/Ord. IV di protocollo in data 1° gennaio 1953 dello Stato Maggiore dell'Esercito o quella di cui alla circolare n. 658/Ord. 6 in data 22 aprile 1952 dello Stato Maggiore dell'Aeronautica, ovvero quella di cui alla circolare n. 27200/Om. del 3 luglio 1948 dello Stato Maggiore della Marina;

c) i civili reduci dalla deportazione o dall'internamento da parte del nemico presenteranno apposita attestazione in carta bollata da L. 100, rilasciata dal prefetto della Provincia nel cui territorio gli interessati hanno la loro residenza, ai sensi dell'art. 8 del decreto legislativo luogotenenziale 14 febbraio 1946, n. 27;

d) i mutilati e gli invalidi per i fatti d'arme verificatisi dal 16 gennaio 1935 in Africa orientale o in dipendenza della guerra 1940-43 o della guerra di liberazione o della lotta di liberazione o in conseguenza delle ferite o lesioni riportate in occasione dei fatti di Mogadiscio dell'11 gennaio 1948, o in occasione di azioni di terrorismo politico nei territori delle ex colonie italiane, i mutilati e gli invalidi in occasione di azioni singole o collettive aventi fini politici nelle Provincie di confine con la Jugoslavia o nei territori soggetti a detto Stato, di cui alla legge 23 marzo 1952, n. 207, nonchè i mutilati e gli invalidi per i fatti di Trieste del 4, 5 e 6 novembre 1953 e i mutilati ed invalidi civili per fatti di guerra, dovranno produrre il decreto di concessione della relativa pensione ovvero un certificato mod. 69 rilasciato dal Ministero del tesoro — Direzione generale delle pensioni di guerra — oppure una dichiarazione di invalidità, in bollo da L. 100, rilasciata dalla competente rappresentanza provinciale dell'Opera nazionale invalidi di guerra e vidimata dalla sede centrale dell'Opera stessa, in cui siano indicati i documenti in base ai quali è stata riconosciuta la qualifica di invalido ai fini della iscrizione nei ruoli provinciali indicati nell'art. 5 della legge 3 giugno 1950, n. 375;

e) i mutilati ed invalidi per servizio dovranno presentare il decreto di concessione della pensione che indichi la categoria di questa e la categoria e la voce dell'invalidità da cui sono colpiti, ovvero il mod. 69-*ter* rilasciato, secondo i casi, dall'Amministrazione centrale al servizio della quale l'aspirante ha contratto la invalidità, o dagli enti pubblici autorizzati ai sensi del decreto Ministeriale 23 marzo 1948;

f) gli orfani dei caduti per la guerra 1915-18 o per i fatti d'arme verificatisi dal 16 gennaio 1935 in Africa orientale o per la guerra 1940-43 o per la guerra di liberazione o per la lotta di liberazione o per i fatti di Mogadiscio dell'11 gennaio 1948 o in occasione di azioni singole o collettive aventi fini politici nelle Provincie di confine con la Jugoslavia o nei territori soggetti a detto Stato, di cui alla legge 23 marzo 1952, n. 207, o in occasione di azioni di terrorismo politico nei territori delle ex colonie italiane o per i fatti di Trieste del 4, 5 e 6 novembre 1953, gli orfani dei caduti che appartennero alle Forze armate della sedicente repubblica sociale italiana, gli orfani di perseguitati politici antifascisti o razziali di cui all'art. 2, terzo comma, della legge 10 marzo 1955, n. 96, e gli orfani dei caduti civili per fatti di guerra, nonchè i figli dei cittadini dichiarati irreperibili in seguito ad eventi di guerra, dovranno presentare un certificato su carta bollata da L. 100, rilasciata dal competente comitato provinciale dell'Opera nazionale per la protezione ed assistenza agli orfani di guerra, legalizzato dal prefetto; gli orfani dei caduti per servizio produrranno un certificato rilasciato ai sensi e per gli effetti dell'art. 8, ultimo comma, della legge 24 febbraio 1953, n. 142;

g) i figli dei mutilati e degli invalidi per la guerra 1915-18 o per i fatti d'arme verificatisi dal 16 gennaio 1945 in Africa orientale o per la guerra 1940-43 o per la guerra di liberazione, ovvero per la lotta di liberazione, ovvero i figli degli invalidi civili per fatti di guerra o per i fatti di Mogadiscio dell'11 gennaio 1948 o per azioni di terrorismo politico nei territori delle ex colonie italiane, i figli dei mutilati ed invalidi in seguito ad azioni nelle Provincie di confine con la Jugoslavia o nei territori soggetti a detto Stato, dovranno produrre la dichiarazione mod. 69, rilasciata in bollo da L. 100, dalla Direzione generale delle pensioni di guerra a nome del padre del candidato, oppure un certificato su carta bollata da L. 100 dal sindaco del Comune di residenza, sulla conforme dichiarazione di tre testimoni e in base alle risultanze anagrafiche o dello stato civile, legalizzato dal prefetto, oppure ai sensi dell'art. 10 del regolamento di esecuzione della legge 3 giugno 1950, n. 375, approvato con decreto Presidenziale 18 giugno 1951, n. 1176, una dichiarazione di invalidità rilasciata dalla competente rappresentanza provinciale dell'Opera nazionale invalidi di guerra, vidimata dalla sede centrale dell'Opera stessa; i figli dei mutilati e degli invalidi per servizio, dovranno produrre il certificato mod. 69-*ter* rilasciato a nome del padre del candidato;

h) i profughi dai territori di confine che si trovano nelle condizioni previste dall'art. 1 del decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 3 settembre 1947, n. 885, dovranno esibire l'attestazione prevista dall'art. 6 del decreto del Presidente del Consiglio dei Ministri in data 1° giugno 1948 (*Gazzetta Ufficiale* n. 142 del 21 giugno 1948), rilasciata in carta da bollo da L. 100 dal prefetto della Provincia in cui risiedono o, se non abbiano la residenza nel territorio dello Stato, dal prefetto di Roma;

i) i profughi dalla Libia, dall'Eritrea, dall'Etiopia, dalla Somalia, quelli dai territori sui quali, in seguito al trattato di pace, è cessata la sovranità dello Stato italiano, i profughi dai territori esteri nonchè quelli da zone del territorio nazionale colpite dalla guerra, che si trovano nelle condizioni previste dalla legge 4 marzo 1952, n. 137, dovranno presentare una attestazione del prefetto della Provincia in cui hanno la residenza, in carta bollata da L. 100, i profughi dalla Libia, dall'Eritrea, dall'Etiopia e dalla Somalia potranno anche presentare il certificato a suo tempo rilasciato dal soppresso Ministero dell'Africa Italiana;

l) i decorati di medaglia al valor militare o di croce di guerra, i feriti di guerra ed i promossi di grado militare per merito di guerra e gli insigniti di ogni altra attestazione

speciale di merito di guerra, dovranno produrre l'originale o copia autentica del relativo brevetto o del documento di concessione su carta da bollo da L. 200;

m) coloro che abbiano riportato, per comportamento contrario al regime fascista, sanzioni penali, presenteranno una copia della relativa sentenza e coloro che abbiano riportato sanzioni di polizia per lo stesso motivo, ovvero siano stati deportati od internati per motivi di persecuzione razziale, dimostreranno tali loro qualifiche mediante attestazione rilasciata su carta da bollo da L. 100 dal prefetto della Provincia nel cui territorio hanno la residenza;

n) i coniugati con o senza prole ed i vedovi con prole dovranno produrre lo stato di famiglia su carta bollata da L. 100 rilasciato dal sindaco del Comune di residenza e legalizzato dal prefetto;

o) i capi di famiglia numerosa dovranno produrre lo stato di famiglia su carta da bollo da L. 100 dal quale risulti che la stessa è costituita da almeno 7 figli viventi, fra questi compresi quelli caduti in guerra, rilasciato dal sindaco del Comune di residenza e legalizzato dal prefetto;

p) gli assistenti ordinari di Università o di Istituti di istruzione universitaria cessati dal servizio per motivi non disciplinari e gli assistenti straordinari volontari ed incaricati, sia in attività che cessati dal servizio per motivi di carattere non disciplinare, dovranno presentare un certificato del rettore dell'Università o del capo dell'Istituto di istruzione universitaria attestante la qualifica rivestita e, rispettivamente, il periodo di appartenenza nei ruoli per gli assistenti ordinari o il periodo di servizio prestato presso l'Università od Istituto di istruzione universitaria per gli assistenti straordinari. Per tutti coloro che siano cessati dal servizio, il certificato indicherà i motivi della cessazione.

Art. 6.

I concorrenti utilmente collocati nella graduatoria, se appartenenti alle categorie previste dalle lettere *a*), *c*) e *d*) dell'art. 2 del presente bando, dovranno far pervenire al segretariato generale della Corte dei conti, sotto pena di decadenza, entro il termine di venti giorni dal ricevimento dell'apposita comunicazione, i seguenti documenti:

a) copia integrale dello stato di servizio civile, aggiornata a data recente, dalla quale risultino anche le qualifiche annuali riportate e lo stato di famiglia: ciascun foglio di tale documento dovrà essere munito di marca da bollo da L. 200;

b) diploma di laurea in giurisprudenza in originale o copia autentica;

c) un certificato, su carta da bollo da L. 100, rilasciato da un medico provinciale o militare ovvero dall'ufficiale sanitario del Comune ove risiede il candidato, dal quale risulti che questi è di sana e robusta costituzione fisica; nel caso che l'aspirante abbia qualche imperfezione, questa dovrà essere specificatamente descritta, facendosi risultare se ed in qual grado essa menomi la attitudine fisica all'impiego.

L'Amministrazione può sottoporre i candidati alla visita di un sanitario di sua fiducia.

I candidati mutilati ed invalidi di guerra, della lotta di liberazione o assimilati, produrranno il certificato dell'autorità sanitaria previsto dall'art. 6, n. 3, della legge 3 giugno 1950, n. 375, e dell'art. 4, ultimo comma, del relativo regolamento di applicazione, approvato con decreto del Presidente della Repubblica in data 18 giugno 1952, n. 1176.

Art. 7.

I concorrenti utilmente collocati nella graduatoria e appartenenti alla categoria di cui alla lettera *b*) dell'art. 2, dovranno far pervenire al segretariato generale della Corte dei conti, entro il termine stabilito dal precedente art. 6:

1) diploma di laurea in giurisprudenza in originale o copia autentica;

2) un documento aggiornato a data recente, relativo agli obblighi militari e precisamente, qualora il concorrente abbia conseguito il grado di ufficiale, copia dello stato di servizio, qualora sia stato sottufficiale o militare di truppa, copia del foglio matricolare, qualora non abbia ancora adempiuto agli obblighi militari; certificato di esito di leva o iscrizione nelle liste di leva; la copia dello stato di servizio e quella del foglio matricolare dovranno essere redatte in carta da bollo da L. 200, il certificato di esito di leva o di iscrizione nelle liste di leva in carta da bollo da L. 100;

3) un certificato da rilasciarsi dal competente Consiglio dell'Ordine degli avvocati e procuratori, su carta legale da L. 100, comprovante la regolare iscrizione del candidato nell'albo professionale, la data dell'iscrizione stessa nonchè la inesistenza di provvedimenti e di procedimenti disciplinari a di lui carico;

4) l'estratto dell'atto di nascita in carta da bollo da L. 100;

5) il certificato di cittadinanza italiana in carta da bollo da L. 100;

6) certificato in carta da bollo da L. 100 rilasciato dal sindaco del Comune nelle liste elettorali del quale il candidato è iscritto, attestante che questi è in godimento dei diritti politici;

7) certificato generale del casellario giudiziale, in carta da bollo da L. 200;

8) certificato medico indicato alla lettera *c*) del precedente art. 6.

Art. 8.

I requisiti per l'ammissione al concorso dovranno essere posseduti alla data di scadenza del termine utile per la presentazione della domanda, salvo quanto disposto dall'art. 3 per il requisito dell'età.

Tutti i documenti dovranno essere conformi alle prescrizioni della legge sul bollo e debitamente legalizzati. La legalizzazione della firma non occorre per i certificati rilasciati o vidimati dalle autorità con sede in Roma.

I certificati previsti dai numeri 3), 5), 6) e 7) dell'articolo precedente e dalla lettera *c*) dell'art. 6 non saranno ritenuti validi se rilasciati più di tre mesi prima della data del bando di concorso.

Art. 9.

La domanda ed i documenti che perverranno al segretariato generale della Corte dei conti dopo scaduti i termini stabiliti dagli articoli 4, 5, 6 e 7, anche se presentati in tempo agli uffici postali o inoltrati per tramite di ufficio, non saranno presi in considerazione.

Non sono ammessi riferimenti a documenti presentati per partecipare a concorsi indetti da altre Amministrazioni.

Art. 10.

Non sono ammessi al concorso coloro che per due volte non abbiano conseguito l'idoneità in precedenti concorsi per la carriera della magistratura della Corte dei conti.

Art. 11.

La Commissione esaminatrice, da nominarsi con successivo decreto, sarà composta:

di un presidente di sezione della Corte dei conti, presidente;

di due consiglieri della Corte stessa;

di un consigliere di Cassazione;

di un professore ordinario o straordinario della Facoltà di giurisprudenza o di scienze politiche dell'Università di Roma, membri.

Esercita le funzioni di segretario un vice referendario della Corte dei conti.

La Commissione potrà essere integrata da uno o più membri in relazione all'eventuale richiesta da parte dei candidati di sostenere l'esame facoltativo di lingue straniere previsto dal successivo art. 13.

Art. 12.

La Commissione procederà preliminarmente all'esame dei titoli, per la cui valutazione complessiva ogni commissario disporrà di dieci punti.

Non è ammesso alle prove di esame il candidato che in detta valutazione non avrà ottenuto una media di almeno cinque decimi.

Art. 13.

L'esame avrà luogo in Roma e consterà, secondo il programma allegato al presente decreto, di quattro prove scritte e di una orale; è facoltativo l'esame di lingue straniere.

Le date delle prove scritte saranno stabilite con successivo decreto; quelle della prova orale saranno fissate direttamente dalla Commissione esaminatrice.

La sede in cui avranno luogo le prove scritte e la prova orale nonchè le date in cui dovranno essere sostenute le une e l'altra saranno comunicate tempestivamente ai candidati ammessi.

I candidati dovranno esibire, come documento di riconoscimento, la carta d'identità personale ovvero, se impiegati dello Stato, il libretto ferroviario debitamente aggiornato e, se avvocati, la tessera di iscrizione all'albo.

Art. 14.

Per lo svolgimento degli esami e dei lavori della Commissione esaminatrice si osserveranno le norme degli articoli 47 a

50 e 52 del regolamento per la carriera e la disciplina del personale della Corte dei conti, approvato con regio decreto 12 ottobre 1933, n. 1364.

Art. 15.

Ai fini della valutazione delle prove scritte ogni commissario disporrà di dieci punti per ciascuna prova; la media dei punti assegnati dai commissari esprimerà il risultato di ciascuna prova.

Saranno ammessi alla prova orale soltanto i concorrenti i quali avranno ottenuto una media di almeno sette decimi nel complesso delle prove scritte, purchè in nessuna di queste abbiano conseguito meno di sei decimi.

Per la prova orale ogni commissario disporrà ugualmente di dieci punti; la media dei punti assegnati dai commissari esprimerà il risultato della prova stessa.

Questa non si riterrà superata se non sarà riportata la media di almeno sette decimi.

Per la prova facoltativa di ogni lingua estera che il concorrente dimostri di conoscere in modo da poterla parlare e scrivere correntemente, ogni commissario disporrà di non più di un punto; la media dei punti assegnati dai commissari esprimerà il risultato della prova stessa.

La somma della media dei punti ottenuti per la valutazione dei titoli, della media complessiva delle prove scritte, della media della prova orale e della media per la prova facoltativa di lingua costituirà, per ciascun candidato, il risultato definitivo in base al quale sarà formata la graduatoria.

A parità di voti saranno tenuti presenti i titoli preferenziali stabiliti dalle disposizioni vigenti.

Saranno dichiarati vincitori del concorso i primi classificati in graduatoria, in relazione al numero dei posti messi a concorso e tenendo conto dei titoli di preferenza e di precedenza previsti a favore dei candidati che si trovino in possesso dei particolari requisiti all'uopo stabiliti dalle leggi.

Art. 16.

La graduatoria dei vincitori del concorso e quella dei candidati dichiarati idonei saranno approvate con decreto del Presidente della Corte dei conti, da pubblicarsi nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, sotto condizione sospensiva dell'accertamento dei requisiti per l'ammissione all'impiego a norma dei precedenti articoli 6, 7, 8 e 9.

Nel termine di dieci giorni dalla detta pubblicazione è ammesso, per questioni relative alla precedenza dei concorrenti, ricorso al Presidente della Corte stessa, il quale deciderà, sentito il Consiglio di presidenza, con provvedimento definitivo da pubblicarsi nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Art. 17.

Accertato il possesso dei requisiti per l'ammissione all'impiego, i vincitori del concorso saranno nominati vice referendari nella carriera di magistratura della Corte dei conti.

Roma, addì 4 maggio 1957

Il presidente: CARBONE

Registrato alla Corte dei conti, addì 17 maggio 1957
Registro n. 6 Presidenza, foglio n. 63. — TEMPESTA

PROGRAMMA DEGLI ESAMI

Prove scritte

I. *a*) Diritto civile e commerciale;
b) Diritto processuale civile;
II. Diritto costituzionale;
III. Diritto amministrativo;
IV. *a*) Contabilità pubblica;
b) Diritto finanziario.

Prova orale

L'esame verte sulle materie indicate per le prove scritte e sulle altre seguenti

a) diritto e procedura penale;
b) diritto ecclesiastico;
c) diritto internazionale pubblico e privato;
d) scienza delle finanze;
e) prova facoltativa di lingue (francese, inglese, tedesca).

Roma, addì 4 maggio 1957

Il presidente: CARBONE

(3268)

MINISTERO DELL'INTERNO

Composizione della Commissione giudicatrice del concorso a *quarantaquattro posti di ispettore del ruolo tecnico* (carriera direttiva) dei Servizi antincendi.

IL MINISTRO PER L'INTERNO

Visto il proprio decreto 1° luglio 1956, registrato alla Corte dei conti, addì 19 settembre 1956, registro n. 19 Interno, foglio n. 78, col quale è stato indetto un concorso per titoli ed esami a quarantaquattro posti di ispettore del ruolo tecnico (carriera direttiva) dei Servizi antincendi;

Ritenuta la necessità di provvedere alla nomina della Commissione esaminatrice prevista dall'art. 11 del regolamento per il personale dei ruoli statali dei Servizi antincendi, approvato con regio decreto 16 marzo 1942, n. 702;

Visti i decreti del Presidente della Repubblica 11 gennaio 1956, numeri 5, 16 e 17;

Decreta:

La Commissione esaminatrice del concorso per titoli ed esami a quarantaquattro posti di ispettore del ruolo tecnico (carriera direttiva) dei Servizi antincendi, è così composta:

Presidente:

Broise dott. Guido, consigliere di Stato.

Componenti:

Pianese dott. Luigi, direttore generale dei Servizi antincendi;
Moscato ing. Guido, comandante delle Scuole centrali antincendi;
Castagna prof. Arnaldo, professore universitario;
Piermarini ing. Osvaldo, ispettore capo del ruolo tecnico antincendi, comandante di Corpo.

Eserciterà le funzioni di segretario il dott. Domenico Spaziante, direttore di sezione dell'Amministrazione civile dell'interno, in servizio presso la Direzione generale dei servizi antincendi.

Il presente decreto sarà comunicato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 23 marzo 1957

p. Il Ministro: PUGLIESE

Registrato alla Corte dei conti, addì 4 maggio 1957
Registro n. 13 Interno, foglio n. 95

(3269)

MINISTERO DELLE FINANZE

Aumento da sessanta a centosessanta dei posti messi a concorso con decreto Ministeriale 16 maggio 1956 nel ruolo della carriera direttiva delle Intendenze di finanza (qualifica consigliere di 3ª classe in prova).

IL MINISTRO PER LE FINANZE

Visto il decreto Ministeriale 16 maggio 1956, con il quale è stato indetto il concorso per esami a sessanta posti di vice segretario (ora consigliere di 3ª classe) in prova nel ruolo della carriera amministrativa (ora direttiva) delle Intendenze di finanza;

Visto il decreto Ministeriale 29 ottobre 1956, con il quale, per effetto dell'entrata in vigore del decreto del Presidente della Repubblica 11 gennaio 1956, n. 16, sono state apportate modifiche al predetto decreto e sono stati riaperti i termini per la presentazione delle domande di ammissione al concorso, termini scaduti il 24 dicembre 1956;

Considerato che nel precedente concorso di recente definito a centottanta posti nella predetta carriera direttiva delle Intendenze di finanza, indetto con decreto Ministeriale 1° agosto 1955, si è potuta ricoprire, per effetto delle numerose rinunzie all'impiego da parte dei vincitori e degli idonei, soltanto una parte dei posti messi a concorso;

Considerato che nel ruolo della medesima carriera direttiva delle Intendenze di finanza risultano ancora vacanti e disponibili duecentotredici posti;

Considerata la urgente necessità di ricoprire i predetti posti vacanti per far fronte alle esigenze dei servizi di istituto;

Ritenuto che per sopperire immediatamente a tali esigenze, si rende necessario aumentare il numero dei posti messi a concorso con il richiamato decreto Ministeriale 16 maggio 1956;

Considerato che hanno chiesto di partecipare al predetto concorso milleseicentocinquantanove candidati e che anche un aumento dei posti messi a concorso assicurerebbe, dato l'elevato numero di concorrenti, un'ampia selezione dei medesimi;

Considerato infine che non sono state ancora effettuate le prove scritte del concorso stesso, ma che comunque, essendo stata espletata la parte istruttoria, il medesimo potrà essere definito in breve tempo;

Decreta:

Articolo unico

I posti messi a concorso con il decreto Ministeriale 16 maggio 1956 nella qualifica iniziale della carriera direttiva delle Intendenze di finanza sono aumentati da sessanta a centosessanta.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione e sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 4 maggio 1957

Il Ministro: ANDREOTTI

Registrato alla Corte dei conti, addì 22 maggio 1957
Registro n. 14 Finanze, foglio n. 17. — BENNATI

(3297)

PREFETTURA DI BOLOGNA

Variante alla graduatoria dei vincitori del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Bologna

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI BOLOGNA

Visto il proprio decreto n. 55/62494 del 22 ottobre 1956, con il quale è stata approvata la graduatoria del concorso a posti di medico condotto vacanti in provincia di Bologna, bandito con decreto n. 112/84304 del 31 dicembre 1952;

Visto il proprio decreto n. 67/69325, del 28 novembre 1956, con il quale si assegnavano le condotte ai medici condotti;

Visto che la seconda condotta di Monghidoro a seguito della rinuncia del dott. Calanchi Guido (14° in graduatoria) vincitore della condotta stessa, è rimasta vacante e disponibile;

Visto che i medici Prata Pietro (15° in graduatoria), Melloni Francesco (18° in graduatoria), Roghi Fabio (22° in graduatoria), Parpagnoli Riccardo (23° in graduatoria), Cavazza Mario (25° in graduatoria), Ciancio Giuseppe (26° in graduatoria), Naldi Bruno (27° in graduatoria), Buttelli Mario (29° in graduatoria), hanno rinunciato alla nomina per la stessa condotta;

Ritenuto che il dott. Fiorio Walter (31° in graduatoria) ha diritto alla nomina a termini di legge;

Visti gli articoli 25 e 56 del regolamento approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

Il dott. Fiorio Walter fu Michele è dichiarato vincitore della seconda condotta di Monghidoro.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo della Prefettura e del Comune interessato.

Bologna, addì 6 maggio 1957

Il prefetto: GAIPA

(3125)

PREFETTURA DI LA SPEZIA

Variante alla graduatoria dei vincitori del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di La Spezia

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI LA SPEZIA

Visto il proprio decreto n. 4071 del 2 marzo 1957, con il quale è stata approvata la graduatoria dei candidati risultati idonei nel concorso per posti di medico condotto vacanti in provincia di La Spezia al 30 novembre 1955, bandito con decreto prefettizio 4879 del 28 marzo 1956;

Visto il proprio successivo decreto n. 5229/3 San. del 20 marzo 1957, con il quale venivano dichiarati i vincitori delle condotte messe a concorso;

Considerato che il dott. Moretti Bruno dichiarato vincitore della condotta di Calice al Cornoviglio ha con lettera in data 7 aprile 1957 formalmente rinunciato alla nomina;

Vista la graduatoria del concorso e le domande dei candidati con l'indicazione delle sedi in ordine di preferenza;

Visto il testo unico delle leggi sanitarie 27 luglio 1934, n. 1265, ed il regolamento 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta

Il dott. D'Alessio Roberto, compreso nella graduatoria dei candidati idonei al concorso di cui in premessa, è dichiarato vincitore della condotta medica di Calice al Cornoviglio.

Il sindaco del comune di Calice al Cornoviglio è incaricato della esecuzione del presente decreto, per quanto di competenza.

Il presente decreto sarà inserito nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e nel Foglio annunzi legali della Provincia, e pubblicato, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio della Prefettura e del Comune interessato.

La Spezia, addì 10 maggio 1957

Il prefetto: MENEGHINI

(3177)

PREFETTURA DI PARMA

Variante alla graduatoria dei vincitori del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Parma

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI PARMA

Visto il proprio decreto 8 agosto 1956, n. 21650, con il quale è stata approvata la graduatoria dei candidati idonei partecipanti al concorso a posti di medico condotto vacanti al 30 novembre 1954;

Visto il decreto prefettizio 27 settembre 1956, n. 33916, con il quale è stata assegnata la condotta medica di Calestano al concorrente dott. Dante Benecchi;

Vista la nota in data 18 marzo 1957, n. 1519, con la quale il sindaco di quel Comune ha comunicato che il predetto sanitario ha rinunziato alla titolarità della condotta medica di che trattasi:

Considerato che per la condotta vacante deve procedersi alla nomina di un altro concorrente che ne abbia diritto;

Visto il combinato disposto degli articoli 56 e 26 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

Il dott. Renzo Negri è designato a ricoprire la condotta medica di Calestano.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, agli albi pretori della Prefettura e del Comune interessato.

Parma, addì 30 aprile 1957

Il prefetto: VARINO

(3178)

MOLA FELICE, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma Istituto Poligrafico dello Stato G. C.